



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## maladies du bétail

Question écrite n° 19406

### Texte de la question

Mme Catherine Génisson attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur l'avenir de la filière bétail et viande de notre pays. Ainsi, depuis 2006, la filière a été touchée par la FCO sérotype 8 (fièvre catarrhale ovine) affectant tant les secteurs bovin qu'ovin. Actuellement, ce sont plus de 17 000 foyers qui sont répertoriés sur 80 départements dont le Nord-Pas-de-Calais. Les contraintes ont été nombreuses et très pénalisantes pour les entreprises du secteur en se traduisant par des limitations des mouvements des animaux sur le territoire national et les autres pays. Lors de la dernière assemblée générale du syndicat du commerce de détail du 7 décembre 2007, le ministère de l'agriculture s'était engagé à reconduire les aides FCO sur la base des conditions de 2006. Pour la région Nord-Pas-de-Calais, l'aide attendue est de 202 088 euros, correspondant à 5 % de la baisse du chiffre d'affaires. Or, le ministère de l'agriculture a annoncé le 12 février dernier que la somme consacrée aux aides aux entreprises serait de 3 millions d'euros, soit la même somme qu'en 2006, alors qu'un nombre limité de départements était alors touché et que les professionnels du secteur estiment leur besoin à près de 10 millions d'euros. Les professionnels du secteur expriment une crainte quant à l'avenir même de leurs entreprises. Elle lui demande donc quelles mesures il entend mettre en place pour répondre à ces inquiétudes.

### Texte de la réponse

Plus de 18 000 nouveaux foyers de fièvre catarrhale ovine (FCO) sérotype 8 ont été recensés depuis le 27 juillet 2007. Le commerce des animaux vivants a été perturbé durant le second semestre 2007, notamment du fait de décisions de l'Italie. La nécessité d'une indemnisation des pertes d'activité pour les opérateurs commerciaux avait été reconnue suite à l'émergence de la FCO en 2006. Une aide a été mise en oeuvre au printemps 2007. Dans un contexte où la FCO connaissait en 2007 un développement très rapide, le ministre de l'agriculture et de la pêche a cherché à maintenir au maximum les flux commerciaux. Ainsi, dès le début du mois d'août, les mouvements des animaux destinés à l'abattage ont pu être rétablis. Ensuite, un règlement communautaire entré en vigueur le 2 novembre a permis l'exportation d'animaux issus de la zone réglementée et donc a facilité le départ, notamment vers l'Italie, d'animaux restés en surnombre dans la zone réglementée. Les conséquences de la FCO en 2007 pour le commerce ne sont donc pas strictement comparables à celles de 2006. En outre, il convient de noter que le marché italien a connu dès le début de l'année 2007, indépendamment des effets de la FCO, des évolutions défavorables au maintien des cours dont les niveaux étaient relativement élevés en 2006. Le ministre de l'agriculture et de la pêche a souhaité en décembre dernier que soit étudiée la mise en oeuvre d'une aide compensant les éventuelles pertes d'activité des opérateurs commerciaux. Une enveloppe de 3 millions d'euros a été réservée au niveau national pour prendre partiellement en charge les pertes enregistrées d'août à décembre 2007. L'aide versée, sous dispositif « de minimis », sera calculée sur la base de la perte du chiffre d'affaires. Le dépôt des demandes est à réaliser depuis le 1er avril jusqu'au 30 avril auprès des directions régionales de l'agriculture et de la forêt (DRAF). L'instruction et le versement des aides seront ensuite assurés par l'office de l'élevage. Un bilan sera fait avec les professionnels concernant l'utilisation des fonds disponibles fin mai.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Catherine Génisson](#)

**Circonscription :** Pas-de-Calais (2<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 19406

**Rubrique :** Élevage

**Ministère interrogé :** Agriculture et pêche

**Ministère attributaire :** Agriculture et pêche

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 25 mars 2008, page 2497

**Réponse publiée le :** 13 mai 2008, page 3983